



## Les interventions de l'Agence française de développement en République de Djibouti



## **L'AFD : Opérateur pivot de l'aide française au développement**

---

Établissement public et institution financière spécialisée, l'Agence française de Développement (AFD) est l'opérateur pivot du dispositif français d'aide au développement.

Elle intervient dans plus de 70 pays émergents ou en développement et dans l'ensemble des collectivités de l'outre-mer français au travers d'un réseau de 66 agences et bureaux. L'AFD contribue, par ses concours financiers à la réalisation de projets sociaux, au développement d'infrastructures et à la mise en œuvre de projets productifs publics et privés. L'Agence développe des partenariats financiers et intellectuels avec d'autres bailleurs de fonds et contribue, en lien avec ses tutelles, à l'élaboration des politiques publiques et à l'influence française dans les sphères du développement.

## **L'AFD ET DJIBOUTI**

---

L'AFD intervient en République de Djibouti depuis 1976. Ses interventions récentes s'inscrivent majoritairement dans les secteurs de concentration du Document Cadre de Partenariat (DCP) signé le 3 mars 2006 entre les gouvernements français et djiboutien, lui-même articulé autour de l'Initiative Nationale pour le Développement Social (INDS).

Il s'agit d'interventions en subvention dans les secteurs de l'éducation, de la santé, des infrastructures urbaines, de l'hydraulique rurale et de l'environnement. Le soutien au secteur productif à travers le financement du secteur privé ou public marchand (garanties, participations en capital et prêts non souverains) complète ses interventions.

## **LA REPRESENTATION**

---

En décembre 2010, l'agence a emménagé dans de nouveaux locaux dont elle a acquis la propriété, un immeuble anciennement occupé par le Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France (SCAC).

La représentation de l'AFD à Djibouti a, depuis février 2011, une compétence élargie au Somaliland. L'agence du Yémen a par ailleurs été déplacée dans les locaux de Djibouti en janvier 2011. Les deux représentations ont vocation à fusionner dans un futur proche.

## **LES PRODUITS FINANCIERS**

---

Les interventions de l'AFD diffèrent dans leurs modalités selon qu'elles s'adressent à l'Etat ou au secteur parapublic et privé :

- **En faveur de l'Etat : Le Cadre commun de viabilité de la dette**, géré par la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International, classe Djibouti dans la catégorie des pays à niveau élevé de risque de surendettement, ce qui contraint la France à intervenir en faveur de l'Etat djiboutien exclusivement au moyen de subventions.
- **En faveur des secteurs parapublic et privé** : les financements de l'AFD prennent la forme de prêts non souverains (sans la garantie de l'Etat). **PROPARCO**, filiale de l'AFD dédiée au secteur privé,

dispose d'une palette d'outils financiers allant des prêts, aux participations en capital. **Le fonds de garantie ARIZ** pour sa part, peut couvrir jusqu'à 50% du montant des prêts consentis par les banques bénéficiaires éligibles à leurs clients.

## LES ENGAGEMENTS

Sur la période du **Document Cadre de Partenariat** (décembre 2005 – décembre 2010), l'AFD a octroyé **69,2 millions d'Euros de financements**, dont 24,1 millions d'Euros en subventions (35%), 35,4 millions d'Euros en prêts (51%), 5,7 millions d'Euros (8%) sous forme de participation en capital et enfin 4 millions d'euros sous la forme d'engagements par signature (6%).

### AFD - Djibouti - Historique des Engagements 2006 - 2010 - période du DCP

(En Euros)

N° Convention	Année d'octroi	Produit	Etat du projet	Nom du projet	Date d'octroi	Engagements bruts
CDJ 3002	2005	Subvention AFD	Exécution	Appui SIDA Djibouti	13/12/2005	6 000 000
CDJ 3003	2005	Subvention AFD	Achévé	ex-FSP PASDED (Education)	02/12/2005	1 935 821
CDJ 3005	2006	Subvention AFD	Exécution	Education pour tous (EPTD)	11/10/2006	8 000 000
CDJ 6000	2006	Subvention AFD	Exécution	Fonds Renforcement Capacités 1	07/06/2006	500 000
CDJ 1057	2008	Subvention AFD	Exécution	Hydraulique rurale Croix Rouge	06/02/2008	674 269
CDJ 1058	2008	Subvention AFD	Exécution	Fonds d'études n°2	06/02/2008	500 000
CDJ 1059	2008	Prêt AFD (PCM)	Exécution	Câble sous-marin EIG	12/11/2008	18 518 519
CDJ 1060	2008	Subvention FFEM	Exécution	FFEM-PNUD forêt du Day	03/04/2008	1 000 000
CDJ 3004	2008	Subvention AFD	Exécution	Projet urbain Balbala	10/03/2008	5 500 000
PDJ 1001	2008	Prêt Proparco	Exécution	Doraleh Terminal Container (DCT)	27/11/2008	16 888 889
CDJ 1064	2008	Garantie ARIZ	Exécution	Red Sea Fishing	10/06/2008	311 373
CDJ 1066	2009	Garantie ARIZ	Exécution	SODICOM (eau bio)	18/03/2009	248 950
CDJ 1067	2009	Garantie ARIZ	Exécution	Ronaw Trading & Pack	06/07/2009	32 555
CDJ 1069	2010	Garantie ARIZ	Exécution	Ets Coubèche SARL	19/07/2010	1 079 070
CDJ 1070	2010	Garantie ARIZ	Exécution	Glacières Coubèche	19/07/2010	911 628
CDJ 1071	2010	Garantie ARIZ	Exécution	Tani Logistics	29/12/2010	1 398 511
PDJ 1002	2010	Participation Proparco	Achévé	Boa-Mer Rouge	29/10/2010	5 748 484
TOTAL						69 248 069

AFD - AGENCE DE DJIBOUTI - DECAISSEMENTS 2006-2010 - période du DCP

09/02/2011

(en euros)

N° de Concours	Projets en exécution	Produit	Date d'octroi	Montant de la convention	Décaissements 2006-2010	Dont décaissements 2010	Reste à verser fin 2010
CDJ 1049	Projet Urbain PK12	Subvention	13/06/02	3 373 584	2 973 347	0	0
CDJ 1051	Fonds d'études N° 3	Subvention	26/02/01	499 136	436 478	0	0
CDJ 1053	Appui à l'Education Fondamentale	Subvention	28/03/02	2 625 150	2 478 701	0	0
CDJ 1057	Hydraulique rurale	Subvention	06/02/08	674 269	674 269	391 966	0
CDJ 1058	Fonds d'études N° 2	Subvention	06/02/08	500 000	82 170	0	417 830
CDJ 1059	Djibouti Telecom : EIG	Prêt AFD	12/11/08	18 518 519	15 077 322	4 705 951	3 441 196
CDJ 3002	Appui SIDA	Subvention	13/12/05	6 000 000	5 103 202	892 808	896 798
CDJ 3003	Appui Schéma Directeur Education	Subvention	02/12/05	1 935 821	1 935 821	0	0
CDJ 3004	Projet Urbain Balbala	Subvention	10/03/08	5 500 000	284 030	284 030	5 215 970
CDJ 3005	Education Pour Tous	Subvention	11/10/06	8 000 000	2 634 580	746 337	5 365 420
CDJ 6000	Fonds Renforcement Capacités 1	Subvention	07/06/06	500 000	458 316	2 070	41 684
<b>Total</b>				<b>48 126 480</b>	<b>31 924 611</b>	<b>7 023 162</b>	<b>15 592 523</b>
CDJ 1060	FFEM - forêt du Day	Subvention	03/04/08	1 000 000	435 070	95 070	564 930
PDJ 1001	Terminal conteneurs de Doraleh	Prêt	27/11/08	17 037 037	16 888 889	0	0
PDJ 1002	Participation au capital de BOA	Participation	29/10/10	5 748 484	5 748 484	5 748 484	0
<b>TOTAL</b>				<b>23 637 373</b>	<b>23 072 442</b>	<b>5 843 554</b>	<b>564 930</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>71 763 852</b>	<b>54 997 054</b>	<b>12 866 716</b>	<b>16 157 454</b>

Le portefeuille en phase de décaissement comprend **7 projets** et un **reste à verser de 16,2 millions d'Euros au 31 décembre 2010**. Cette année là, **les décaissements ont atteint 12,9 Millions d'Euros**.

Sur la période du Document Cadre de Partenariat, les décaissements se sont élevés à **55 Millions d'Euros**.

## LES AXES D'INTERVENTION

### I. SUBVENTIONS

Les projets actuellement mis en œuvre sur subvention sont centrés autour de **trois grands thèmes**, correspondant aux secteurs de concentration prioritaires tels que définis dans le Document cadre de partenariat :

- **Le développement urbain**
- **L'amélioration des services de santé, avec un accent sur l'appui à la lutte contre le SIDA**
- **L'appui au système éducatif djiboutien**

En sus de ces axes d'intervention prioritaires, l'AFD intervient dans le domaine environnemental, en mettant en œuvre deux projets **d'atténuation et d'adaptation aux effets de la désertification**.

## 1. Amélioration du cadre de vie des populations urbaines

### ◆ Le projet de développement du quartier de l'Union PK12 (3,5 M€, 2002/2008)

L'AFD a financé entre 2002 et 2008, au moyen d'une subvention de 3,5 Millions d'Euros un projet de développement urbain dans le quartier de PK12. Caractérisé par la diversité des origines de ses habitants et par des indicateurs sociaux parmi les plus faibles de Djibouti, le quartier de PK12 se distinguait également à l'époque par un enclavement fort vis-à-vis du reste de l'agglomération. Le projet a contribué à l'amélioration des conditions de vie des habitants du quartier, en facilitant l'accès aux services urbains de base, en construisant un linéaire de 9 kilomètres de voirie, en induisant une dynamique sociale via la mise en place d'un fonds de développement communautaire.



### ◆ Le projet de développement urbain intégré de Balbala (5,5 M€, 2008/2012)

Ce projet de développement urbain en cours de réalisation cible les quartiers 12, 14 et 15 de Balbala et vise à répliquer l'expérience du PK12. Il comprend (i) la construction de **sept équipements sociaux** (centre de développement communautaire, centre de santé, poste de police, atelier de femmes, rue commerçante, étals marchands, terminal de bus), (ii) la réalisation de **travaux de voirie, de drainage, d'assainissement et d'électrification**, (iii) la mise en place d'un **fonds de développement communautaire** permettant le financement de formations professionnelles ou de projets associatifs au bénéfice des habitants. Les premières réalisations ont démarré en novembre 2010. Cette intervention de l'AFD s'inscrit en complémentarité avec celle de deux autres bailleurs, dans le cadre du Programme pour la Réduction de la pauvreté urbaine (PREPUD) : la Banque Islamique de Développement, dans un quartier voisin de Balbala, et la Banque Mondiale dans le quartier 7.

La maîtrise d'ouvrage de ces deux projets est assurée par l'Agence Djiboutienne de Développement Social (ADDS).

### ◆ Le projet d'amélioration du système d'assainissement liquide et solide de la ville de Djibouti (phase d'instruction, 5 à 6 M€, 2012)

Aujourd'hui, le système de retraitement des déchets solides à la décharge à ciel ouvert de Doua n'est pas satisfaisant et génère des nuisances environnementales et sanitaires. Par ailleurs, les phénomènes d'accroissement urbain qui ont concerné les quartiers à l'Ouest de l'oued Ambouli ces vingt dernières années, ne sont pas allés de pair avec le renforcement du réseau d'assainissement liquide, ce qui induit aujourd'hui des situations très critiques. En outre, les stations d'épuration de Doua et de Cheick Osman sont hors d'état de fonctionnement depuis plusieurs années. Pour pallier à ces situations, l'AFD a démarré l'instruction d'un nouveau projet, visant à appuyer aussi bien l'Office de la Voirie de Djibouti (OVD), que l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement de Djibouti (ONEAD), dans la recherche et la mise en œuvre de solutions pérennes de gestion des déchets solides et liquides. Articulée avec les interventions de la Commission Européenne et de la Banque Africaine de Développement dans ces secteurs, l'opération de l'AFD pourrait consister à la mise en place, en amont, de filières de collecte, tri et recyclage des déchets solides, ainsi qu'en l'amélioration du réseau de drainage des eaux usées dans les quartiers périphériques de Balbala, aujourd'hui défaillant.

Le comité d'identification du projet a eu lieu en février 2011 et une subvention de l'ordre de 5 à 6 millions d'Euros est aujourd'hui fléchée vers cette intervention.

## 2. Renforcement du système éducatif

### ◆ Projet d'Appui à l'Enseignement Fondamental – PAEFD (2,7 M€, 2002/2009)

L'appui au secteur de l'éducation à Djibouti, seul pays francophone de l'Afrique de l'Est, est l'une des priorités de l'AFD.

Le projet PAEFD avait vocation à contribuer à la scolarisation universelle, à travers l'amélioration quantitative et qualitative de la scolarisation primaire dans les districts de Tadjoura et d'Obock. Il rejoignait une ambition du Ministère, qui était de résorber autant que possible les inégalités de scolarisation constatées entre le Nord et le Sud du pays. Le projet a permis la construction de 14 écoles dans la zone concernée, la construction d'une inspection pédagogique et, in fine, une progression significative des taux de scolarisation dans le Nord de Djibouti.



### ◆ Projet Education Pour Tous – EPTD (8 M€, 2007/2012)



Un nouveau financement dans le domaine de l'éducation a été alloué par l'AFD au Gouvernement djiboutien en 2008, articulé autour du Plan d'Action de l'Education qui s'inscrit dans la continuité des actions entreprises depuis les Etats Généraux de l'Education de 1999.

Ce projet, intitulé "Education Pour Tous à Djibouti" vise notamment à développer les structures d'accueil par la **construction d'un collège à PK12 et l'amélioration du cadre de vie dans des écoles primaires de Djibouti ville** (aires de jeux, latrines). Il comporte également un volet de renforcement des capacités de gestion du MENESUP (informatisation, gestion des ressources humaines et financières, gestion des examens). Il apporte enfin un appui multiforme aux institutions chargées d'améliorer la qualité des enseignements dispensés aux élèves. Il appuie ainsi le CRIPEN chargé de la réforme des programmes et de la production des manuels scolaires de l'enseignement moyen, secondaire et technique, mais également les corps d'inspection qui jouent un rôle essentiel dans le suivi des enseignants et leur formation continue. En cela, le projet EPTD s'inscrit **au cœur de la réforme du système éducatif djiboutien en cours**. L'exécution des composantes immatérielles de ce projet est aujourd'hui bien avancée et le démarrage des travaux de construction du collège de Balbala devrait intervenir en avril 2011.

### 3. Appui à la lutte contre le SIDA et la Tuberculose

#### ◆ Appui à la lutte contre le SIDA à Djibouti (6 M€, 2006/2011)



L'objet de ce projet, financé au moyen d'une subvention de 6 Millions d'Euros, est de **réduire la prévalence et d'améliorer la qualité de vie des personnes vivant avec le VIH/SIDA**. L'essentiel du financement est consacré à la **modernisation des installations médicales** en matière de traitement et de prise en charge des patients contaminés par le VIH et/ou infectés par la tuberculose (rénovation du centre Paul Faure, construction d'un hôpital de jour à Peltier), ainsi qu'à la **formation des personnels du Ministère de la santé** à travers la mise en place d'une assistance technique résidente (3 médecins et un biologiste).



Bien que le taux de prévalence du VIH/SIDA à Djibouti soit contenu, le taux d'incidence de la tuberculose, l'un des deux plus élevés au monde, fait que de nombreuses personnes souffrent de co-infections, souvent mal diagnostiquées. Le projet cherche donc à améliorer le dépistage, le suivi biologique et le traitement de ces populations.

La gestion des fonds d'une sous-composante du projet, achevée fin 2010 et s'élevant à un million d'Euros, a été déléguée à l'ONG Handicap International. Il s'agissait de mettre en œuvre des actions de prévention et de sensibilisation dans la zone transfrontalière du corridor ferroviaire et routier allant de Djibouti à Dire-Dawa et de Djibouti à Hargeisa.

### 4. Optimisation de la gestion de la ressource et préservation de l'environnement

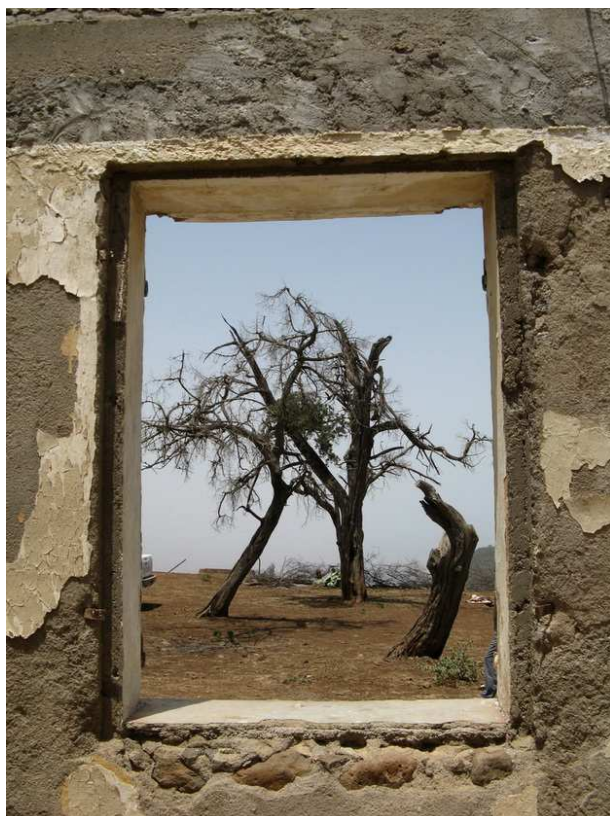
#### ◆ Amélioration de l'accès et de la gestion de l'eau pour les populations rurales de Djibouti (0,67 M€, 2008/2010)

Ce projet, achevé fin 2010 avait pour objectif de contribuer à la réduction de la vulnérabilité à la sécheresse des populations rurales. Mis en œuvre par la Croix-Rouge française et son partenaire, la sté nationale du Croissant Rouge djiboutien, ce projet a permis la construction d'une dizaine d'ouvrages



hydrauliques, citernes enterrées, puits, retenues de surface, dans des régions de nomadisme et de pastoralisme, à l'intérieur des terres.

◆ **Projet de mobilisation des eaux de surface et de gestion durable des terres (FFEM, 1 M€, 2008/2014)**



Dans le cadre de la lutte contre la désertification, le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) a octroyé à la République de Djibouti un cofinancement de 1 million d'Euros pour ce projet, d'un montant total de 11,6 millions d'Euros, les autres partenaires financiers étant le FIDA, le PNUD et le PAM. Les fonds accordés par l'AFD sont destinés à **la mise en œuvre d'actions de sauvegarde de la forêt de genévriers du massif du Day**. Dernière forêt primaire du territoire djiboutien, avec le massif du Mabla, sa superficie a été fortement réduite ces cinquante dernières années, sous l'effet conjugué de la désertification, du surpâturage et de la surconsommation des ressources boisées pour leur valorisation en matériaux de construction ou en charbon de bois. Pourtant, cette forêt, outre l'intérêt que présente sa sauvegarde pour le patrimoine mémoriel du pays, tant elle est devenue un symbole du paysage djiboutien, est aussi un sanctuaire de biodiversité aujourd'hui menacé, autant qu'un rempart contre l'érosion des sols. Des interventions conjointes, sur la mobilisation des eaux de ruissellement, sur la mise en défens d'une partie de la forêt, articulées avec un programme de reboisement à partir de jeunes

pousses de genévriers, pourraient parvenir à stopper le déclin de cette forêt et à garantir sa régénérescence.

## II. PRETS – Garanties ARIZ

Sur la période du DCP (2006-2010), deux prêts non souverains ont été octroyés :

- un prêt de **25 millions de dollars à Djibouti Télécom** pour financer l'atterrissement du câble optique sous-marin de télécommunications Europe India Gateway (AFD, 2008),
- et
- un **prêt de 23 millions de dollars visant au cofinancement de la construction du port en eaux profondes de Doraleh** (Proparco, 2008).

## 1. Le financement des moteurs de l'économie djiboutienne

### ◆ Câble sous-marin de télécommunications internationales par fibre optique Europe India Gateway (25 M\$, 2008)



Djibouti Telecom nourrit l'ambition légitime de se positionner dans la corne de l'Afrique et en Afrique de l'Est comme un grossiste en bande passante pour l'internet.

Dans cette optique, l'atterrissement à Djibouti de la fibre optique à haute capacité (3,84 terabits/s) Europe India Gateway, courant d'Europe en Inde via la mer Rouge revêtait un caractère hautement stratégique. Le prêt de 25 millions de dollars octroyé par l'AFD a permis à Djibouti Telecom de financer sa participation au consortium, dans un schéma de financement associant la BCIMR et la BOA-Mer Rouge. Ce nouveau câble devrait renforcer le positionnement de Djibouti comme « hub » régional pour les opérateurs de téléphonie de la sous-région. Des liaisons terrestres par fibre optique existent ou sont en cours de réalisation avec les pays voisins (Ethiopie et Somaliland) et Djibouti Telecom a d'ores et déjà démarré la commercialisation de bande passante auprès d'opérateurs d'Afrique de l'Est et du sud de l'Océan indien via le câble régional EASSY.

### ◆ Financement de la construction d'un terminal à container (PROPARCO, 23 M\$, 2009)



La République de Djibouti a beaucoup misé depuis une dizaine d'années sur le développement de ses infrastructures portuaires, un secteur qui est le principal moteur de sa croissance. Elle a ainsi opportunément valorisé sa position stratégique à l'embouchure de la Mer Rouge et au carrefour de routes maritimes conduisant à Afrique de l'est, à l'Afrique australe, à la zone sud de l'océan indien ainsi qu'au Moyen-Orient, en Inde et jusqu'en Asie. Elle a

également tiré parti de son statut de porte d'entrée maritime de l'Ethiopie voisine, un pays de 80 millions d'habitants. Le groupe de l'AFD a accompagné Djibouti dans cette ambition, en octroyant au début des années 2000 deux prêts pour financer l'amélioration des conditions de service du Port Autonome International de Djibouti (PAID) et en participant en 2008 au tour de table pour le financement de la construction du port de Doraleh (DCT).

## 2. Le soutien aux entreprises

### ◆ Mécanisme de garantie ARIZ (3,6 M€ de prêts garantis)

Au moyen du fonds de garantie ARIZ, l'AFD se positionne comme un partenaire des banques en leur permettant de partager le risque pris sur les prêts octroyés aux entreprises, d'améliorer ainsi leurs ratios prudentiels et par là-même d'accroître le volume des financements accordés pour soutenir l'économie djiboutienne.

Depuis 2008, l'AFD a conclu six accords de garanties ARIZ d'un montant global de 4 Millions d'euros avec les deux premières banques de la place, portant sur **le financement de projets dans le secteur du transit, de la pêche, de l'embouteillage d'eau et de boissons gazeuses, ainsi que de la distribution alimentaire.**

Ce produit de garantie, qui répond bien aux attentes des établissements bancaires, devrait connaître un déploiement rapide au cours des prochaines années.

### ◆ Participation de Proparco au capital de la Bank of Africa-Mer Rouge



Proparco a participé au rachat de la BIMR par le groupe Bank of Africa en prenant en décembre 2010 une participation de 5,7 millions d'euros représentant 20% du capital de la Bank of Africa-Mer Rouge, la nouvelle entité.

## III. Actions de formation

### ◆ Le CEFEB

Créé en 1963, le Centre d'Etudes Financières Economiques et Bancaires (CEFEB) est un département opérationnel et spécialisé dans la formation externe et l'ingénierie pédagogique du groupe de l'AFD. Implanté à Marseille, il a pour mission de **renforcer les compétences professionnelles des cadres supérieurs** occupant ou devant occuper des postes de responsabilité dans les entreprises du secteur public ou privé, les administrations et les programmes de développement. Le CEFEB propose des sessions de formation diplômantes, des séminaires spécialisés et de capitalisation des savoirs. La session annuelle (cycle Turgot), organisée conjointement avec le CERDI de Clermont-Ferrand, est une formation diplômante de troisième cycle (Mastère professionnel CERDI) intitulée « Maîtrise d'ouvrage publique et privée pour les pays émergents et les pays en développement ».

64 Djiboutiens, occupant pour la plupart des postes de responsabilité dans l'administration ou le secteur privé de la place, ont suivi une formation délivrée par le CEFEB depuis sa création.



## ***POUR CONTACTER LE BUREAU DE L'AFD A DJIBOUTI***

---

**Directeur de l'agence :** Jocelyn LEVENEUR

**Adresse**

Agence Française de Développement  
Rue Ibrahim M. Sultan – Croix de la Lorraine  
BP 1937 Djibouti – République de Djibouti

**Téléphone**

(253) 35 22 97

**Fax**

(253) 35 48 09

**Adresse électronique**

[afddjibouti@afd.fr](mailto:afddjibouti@afd.fr)